



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/La-France-dans-le-brouillard>

La France dans le brouillard

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - De 1982 à 1983 - N° 796 - janvier 1982 -

Date de mise en ligne : lundi 22 décembre 2008

Date de parution : janvier 1982

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

LA France est dans le brouillard. Les Français ne savent plus à quels saints se vouer. Après Giscard, Mitterrand. Après Barre, Delors. Et la marche du chômage ne cesse de monter. Le sentiment général est qu'ils se plantent tous. Tous les politiciens, chefs de partis ou de syndicats ont l'air de marcher à côté de leurs pompes. A commencer par le Pierrot lunaire qui nous sert de Premier Ministre. Rassurons les Français. Ils ne sont pas les seuls à pâler dans la choucroute et à avoir porté des jocrisses au pouvoir. Regardez Mme Thatcher et ses 3 millions de clochards, Ronald Reagan qui se farcit 500 000 chômeurs supplémentaires en un mois, et dont la politique est dénoncée par ses propres conseillers. Keynesiens ou monétaristes, conservateurs ou sociaux-démocrates, les dirigeants occidentaux sont également impuissants à sortir leurs pays de la crise.

C'est que ni les uns ni les autres n'embrayent sur les véritables raisons de la crise qui ne tient essentiellement ni au mode de gestion, ni au mode de propriété, mais à la nature même de l'économie de marché. Dans ces conditions, débattre de la relance par la demande ou de la relance par l'offre ou des mérites comparés de la gestion étatique (nationalisations) ou de l'autogestion, comme le fait Edmond Maire, c'est s'engager dans des questions subsidiaires et perdre de vue le problème fondamental. Que penser de ces aimables plaisantins, comme Lionel Jospin ou Rocard, qui discourent sur la rupture avec le capitalisme en même temps qu'ils affirment leur attachement à l'économie de marché. Confusionnisme ou palinodies ?

Fort heureusement - comme nous l'annonçons il y a 6 mois - les gens simples et les travailleurs commencent à prendre conscience des causes profondes de la crise et des véritables dimensions du débat. Écoutons les ouvriers de Renault : « Il faudrait savoir si le socialisme consiste à bien gérer le système existant ou à changer les conditions de vie et de travail des salariés. Les O.S. ont voté à gauche pour que la vie change. Pas pour avoir des multinationales plus compétitives. »* Les ouvriers de Renault ont mis le doigt au cœur du débat. Ils expriment, sous une autre forme, l'exigence que le Pape Jean-Paul II vient de réaffirmer solennellement dans sa dernière Encyclique : l'économie doit être au service des hommes et non l'inverse. Produire pour vivre et non pour vendre. En finir avec « les sauts périlleux de la marchandise », pour reprendre une heureuse expression de Marx. Remplacer l'extorsion par la concertation, l'échange marchand par l'échange convivial. Telle est la question centrale de l'époque. C'est le dilemme posé il y a 50 ans par Jacques Duboin qui concerne aujourd'hui toute la planète : Économie compétitive ou Économie distributive.

Dans le cadre de la compétition mercantile il n'y a pas d'issue à la crise où s'enfoncé le monde. Celle-ci ne fera que s'aggraver à mesure que les conditions exceptionnelles dont avait bénéficié l'économie capitaliste après la 2e guerre mondiale disparaîtront avec l'internationalisation du marché, la raréfaction des ressources et le redressement des termes de l'échange. L'introduction des nouvelles technologies informatiques, en éliminant progressivement les forces de travail, lui porteront le coup de grâce. L'homme est une denrée de moins en moins réclamée sur le marché. L'extension irrésistible du chômage ne peut qu'accentuer le déséquilibre structurel de l'offre et de la demande globales qui mine le système.

Les choses vont-elles mieux à l'Est ? Il ne le semble pas. La socialisation des moyens de production ne doit pas faire illusion. Elle n'est que le support d'une nouvelle forme d'exploitation à mi-chemin de l'esclavagisme et du capitalisme d'Etat. Il ne faudrait pas commettre l'erreur de changer un cheval borgne contre un aveugle. Au demeurant, l'économie du bloc soviétique elle aussi, dans la dépendance du marché mondial et sa volonté de puissance ne le cède en rien à celle du bloc occidental. L'affrontement des deux impérialismes et la course aux armements qui en résulte sont en train de conduire le monde au bord du gouffre.

La marche des périls fera-t-elle prendre conscience à l'humanité de l'effroyable engrenage où elle est entraînée, de la démentielle stupidité de sa marche ? Il y a sur la Terre suffisamment de ressources et de savoir-faire pour assurer à tous les peuples des conditions d'existence décentes. Les hommes vont-ils continuer à dilapider ces ressources - limitées de toute évidence - pour se concurrencer, pour se combattre et finalement se détruire ou parviendront-ils à les gérer pour satisfaire équitement et raisonnablement leurs besoins ?

Parier sur le bon sens des bipèdes, quand on connaît l'histoire « pleine de bruit et de fureur » de l'espèce

humaine, est la gageure la plus aléatoire qui soit. Mais il n'y a pas d'alternative, sauf se croiser les bras en attendant l'Apocalypse. Contrairement aux marxistes, nous ne faisons pas confiance aux mouvements de l'Histoire. Le salut de l'Humanité ne relève pas de la dialectique mais de l'Ethique ; il se fera à contre-courant ou ne se fera pas. Que l'entreprise soit difficile, nous n'en doutons pas. C'est d'une mutation de l'espèce humaine qu'il s'agit. Il y faudra des assises planétaires. Mais les premiers tabous, les règles fondatrices des premières sociétés ne sont pas nées autrement. On n'a pas le choix. C'est l'État ou l'anarchisme. L'Utopie ou la mort, a dit René Dumont.

La France peut prendre la tête du combat pour la Vie, contre les forces de mort. Mais à condition de sortir de la confusion ou l'entretiennent des politiciens à courte vue et des partis sans envergure. L'enjeu véritable de la période est sans commune mesure avec les options désastreuses qu'on lui propose. Nationalisations ou autogestion, propriété privée ou propriété collective. Ces options n'ont de sens que subordonnées à l'alternative fondamentale : compétition ou concertation. Loi de la jungle ou société conviviale.

La concurrence impitoyable qui se déguise sous la bannière du libre échange et permet aux exploités de jouer les peuples et les travailleurs les uns contre les autres doit faire place à une organisation non-conflictuelle de la production où toutes les potentialités pourront être utilisées, sans exclusive ni surenchère. Aux lois aveugles et destructrices du marché, il faut substituer les lois de l'HOMME.

* Propos rapportés par J. Julliard dans le Nouvel Obs du 8 novembre.